

Ligue Équestre Wallonie Bruxelles



*Reconnue par l'A.D.E.P.S. Ministère de la Communauté Française
Aile francophone de la F.R.B.S.E. reconnue par la F.E.I.*

RÈGLEMENT PARTICULIER VÉTÉRINAIRE

Edition 2001

Ligue Équestre Wallonie Bruxelles Asbl

Chaussée de Gramptinne, 118 – B-5340 Gesves

Tél. 083.234.070 – Télécopie 083.218.261 – www.lewb.be – info@lewb.be



REGLEMENT VÉTÉRINAIRE

P r é a m b u l e

Tous les cas ne peuvent être prévus dans le présent règlement.

Il appartient au Jury de Terrain de prendre toute décision qu'il jugera opportune dans le respect d'un esprit sportif se rapprochant le plus possible de l'esprit de ce règlement et des règlements de la FRBSE et de la FEI, le cas échéant.

Ce règlement doit être lu en corrélation avec le Règlement Général (RG) de la LEWB, le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) de la LEWB.

Ce règlement est d'application à tous les concours organisés par les clubs et/ou associations, membres de la Ligue Équestre Wallonie Bruxelles.

Chapitre I : Généralités

- Article 9001 La Ligue Équestre Wallonie Bruxelles (LEWB) est responsable du contrôle, des concours équestres communautaires, régionaux et d'accueil organisés par ses membres. Cette responsabilité implique la surveillance et le maintien de la santé et du bien-être des chevaux participant à ces rencontres.
- Article 9002 Le présent Règlement Vétérinaire (RV) s'applique à tous les concours réglementés par le Règlement Général (RG) des articles 206 à 212 inclus de la LEWB. Il doit être scrupuleusement respecté.
- Article 9003 Nihil
- Article 9004 Tous les cas de figure non prévus dans le présent RV doivent être tranchés par référence au RV de la FRBSE et de la FEI.
- Article 9005 Tous les litiges concernant l'interprétation ou l'application du RV sont traités conformément aux dispositions de la LEWB.
- Article 9006 Les Officiels de la FRBSE et de la LEWB ont la responsabilité de vérifier que les Comités Organisateurs de concours communautaires, régionaux et d'accueil appliquent le RV ainsi que toutes les réglementations régionales, nationales ou européennes concernant la santé et le bien-être des chevaux participant à ces concours.
- Article 9007 Ce RV entre en vigueur le 1er janvier 2001. A cette date, toute publication antérieure devient caduque.



CHAPITRE II : Vétérinaire

Commission Vétérinaire

Article 9008 Les objectifs, les activités ainsi que les procédures de nomination de la Commission Vétérinaire sont décrits dans le R.O.I.

Vétérinaire de Concours

Article 9009 La LEWB reproduit une liste de Vétérinaires de Concours mise à jour annuellement par la F.R.B.S.E.. Cette liste peut, sur simple demande, être envoyée à tout Comité Organisateur. Cette liste mentionne, pour chaque Vétérinaire de Concours, les disciplines équestres pour lesquelles il accepte de prêter.

Article 9010 Pour être inscrit sur cette liste, tout Vétérinaire doit :

- * en faire la demande par écrit auprès de la LEWB, en mentionnant les disciplines équestres pour lesquelles il accepte de prêter.
- * être agréé et officiellement inscrit à l'Ordre des Médecins Vétérinaires.
- * avoir une certaine expérience de la médecine équine.
- * avoir suivi les cours de recyclage pour Vétérinaires de Concours organisés par la FRBSE ou la LEWB.
- * s'engager à respecter les statuts, règlements, directives et décisions de la LEWB.

Article 9011 Ces cours doivent entre autre porter sur les matières suivantes :

- * spécificités du RV en fonction des différentes disciplines équestres.
- * droits et devoirs du Vétérinaire de Concours.
- * procédures du Contrôle Vétérinaire.
- * procédures du contrôle des médicaments.
- * contrôle du signalement.
- * réglementations régionales, nationales et européennes concernant la police sanitaire, la santé et le bien-être des chevaux participant à un concours.

Vétérinaire Officiel

Article 9012 Le Comité Organisateur de tout Concours de la L.E.W.B. désigne un Vétérinaire Officiel choisi comme suit :

1. Pour un Concours Communautaire 1 parmi les vétérinaires figurant sur la liste des vétérinaires de concours de la F.R.B.S.E.;
2. Pour un concours Communautaire 2/3, Régional ou d'Accueil parmi les vétérinaires agréés officiellement inscrits à l'ordre des médecins vétérinaires .



Article 9013

Les missions de ce Vétérinaire Officiel sont, entre autre :

- * assurer le service d'urgence et de premiers soins depuis au moins trente minutes avant le premier départ de la journée jusqu'au moins trente minutes après la fin du dernier parcours de la journée.
- * de prévoir, avant le début du concours, une possibilité d'admission de chevaux gravement malades ou blessés, dans une clinique vétérinaire proche.
- * d'être le conseiller officiel pour les questions concernant la santé et le bien-être des chevaux auprès du Comité Organisateur et du Jury de Terrain.
- * de vérifier si toutes les mesures sont prises pour garantir la santé et le bien-être des chevaux.
- * de prendre toutes mesures pour prévenir et contrôler les maladies contagieuses.
- * d'effectuer les Contrôles Vétérinaires selon les modalités décrites dans le présent RV.
- * de contribuer au bon déroulement des contrôles de produits interdits selon les modalités décrites dans le présent RV,
- * de faire rapport auprès du Jury de Terrain et de la LEWB de tout manquement concernant la santé et le bien être des chevaux participant à ce concours.

Article 9014

Lorsque le Vétérinaire Officiel est dans l'incapacité d'effectuer sa mission pour cause de force majeure, le nom de son remplaçant doit être immédiatement communiqué au Comité Organisateur et au Jury de Terrain.

Article 9015

Tout Vétérinaire Officiel doit se présenter au Président du Jury de Terrain dès son arrivée sur le lieu du concours.

Vétérinaire Adjoint

Article 9016

Lorsque l'importance ou les besoins du concours le justifient, comme par exemple lors de concours complets, concours d'attelage, raids d'endurance et championnats communautaires, le Comité Organisateur prévoit, en accord avec le Vétérinaire Officiel, un nombre suffisant de Vétérinaires Adjoints. Ces derniers effectuent leur mission sous l'autorité et la responsabilité du Vétérinaire Officiel. Toute décision importante doit donc être prise en accord avec le Vétérinaire Officiel.

Vétérinaire Préleveur

Article 9017

La LEWB nomme en fonction des besoins un ou plusieurs Vétérinaires Préleveurs. Ceux-ci sont exclusivement chargés du contrôle des médicaments. Avant d'être officiellement nommé, le futur Vétérinaire Préleveur suit une formation spécifique et assiste à plusieurs reprises à toutes les étapes d'un contrôle des médicaments réalisé par un Vétérinaire expérimenté dans ce domaine. Dès son arrivée sur le lieu de concours, le Vétérinaire Préleveur se présente au Comité Organisateur et au Président du Jury de Terrain et leur annonce le nombre de chevaux qui doivent faire obligatoirement l'objet d'un contrôle des médicaments. Le Vétérinaire Préleveur tient un registre de tous les contrôles des médicaments qu'il effectue.



Vétérinaire de Commission Sportive.

Article 9018 Pour chacune des disciplines équestres, la LEWB peut nommer un Vétérinaire de Commission Sportive sur proposition de la Commission Sportive concernée et après consultation de la Commission Vétérinaire.
Le Vétérinaire de Commission Sportive est recruté sur la liste des Vétérinaires de Concours.
La mission du Vétérinaire de Commission Sportive est de se tenir à la disposition de la Commission Sportive pour tout ce qui concerne la santé, le bien-être, l'aptitude physique et l'entraînement des chevaux concernés par cette discipline.

Vétérinaire Privé

Article 9019 Nihil

Article 9020 Nihil

Article 9021 La Personne Responsable d'un cheval est autorisée, à ses frais et sous sa propre responsabilité, à faire appel en tout temps à son propre vétérinaire traitant. Lorsque celui-ci est présent sur le lieu du concours, il est considéré comme Vétérinaire Privé. Avant d'administrer tout soin sous quelque forme que ce soit à un cheval participant à un concours, le Vétérinaire Privé doit obtenir un accord écrit du Vétérinaire Officiel ou du Président du Jury de Terrain.
Tout manquement à cette règle peut faire, l'objet d'une des sanctions prévues par le RG ou le ROI.

Article 9022 Tout vétérinaire exerçant une mission officiellement décrite dans le présent RV s'engage à respecter les statuts, règlements, directives et décisions de la LEWB et à se tenir au courant des modifications des réglementations qui concernent sa mission et qui ont été publiées dans le Bulletin Officiel de la ligue (Equipages).

Article 9023 Les Vétérinaires Officiels, Préleveurs, de Commission Sportive sont rémunérés selon des barèmes fixés par le Bureau de la LEWB.

Article 9024 La durée des mandats des différents types de vétérinaires est fixée par le ROI. Ces mandats sont renouvelables.
La LEWB se réserve le droit de mettre fin à tout mandat et de retirer de la liste de Vétérinaires Officiels, Vétérinaires Préleveurs ou Vétérinaires de Commission Sportive, tout vétérinaire qui ne correspondrait plus aux critères exigés par le présent RV pour ladite fonction, qui n'aurait pas respecté les règlements en vigueur ou qui aurait présenté des manquements graves lors de la réalisation d'une mission sous l'égide de la FRBSE ou de la LEWB.



CHAPITRE III : Responsabilités.

Comité Organisateur

Article 9025

En plus du service médical et du service de maréchalerie, le Comité Organisateur de tout Concours Communautaire, Régional et d'Accueil doit organiser un service vétérinaire fonctionnel durant toute la durée du concours.

A cette fin le Comité Organisateur doit:

- * désigner un Vétérinaire Officiel du concours, conformément à l'article 9012. Au plus tard 24 heures avant le début du concours, Le Comité Organisateur devra disposer d'un document rédigé par ce vétérinaire dans lequel ce dernier accepte sa mission de Vétérinaire Officiel pour ledit concours et s'engage à mettre tout en œuvre pour veiller au respect du RV de la LEWB.
- * désigner, de commun accord avec le Vétérinaire Officiel, des Vétérinaires Adjoins, chaque fois que l'importance du concours ou la discipline le justifie.
- * prévoir les infrastructures permettant d'évacuer, d'isoler et de traiter tout cheval malade ou blessé, et cela en accord avec le Vétérinaire Officiel.
- * prévoir un boxe paillé permettant d'effectuer un contrôle des médicaments.
- * mettre tout en œuvre pour que le Vétérinaire Officiel ainsi que le Vétérinaire Préleveur puissent exercer leurs missions dans les meilleures conditions.

Article 9026

Le Comité Organisateur est responsable de l'organisation des écuries ainsi que de l'intendance vétérinaire. Lorsque des chevaux sont logés sur le lieu du concours, le Comité Organisateur doit prévoir officiellement un service vétérinaire d'urgence opérationnel en dehors des heures de concours. Le vétérinaire de garde doit pouvoir être appelé rapidement en cas de besoin et doit pouvoir se rendre sur place dans les trente minutes qui suivent l'appel. Lorsqu'un traitement est administré, le vétérinaire de garde doit le mentionner par écrit au Vétérinaire Officiel ou au Président du Jury de Terrain.

Personne Responsable

Article 9027

Conformément au RG, la Personne Responsable est normalement le concurrent qui monte ou mène le cheval pendant le concours. Si le concurrent est âgé de moins de 18 ans, la personne Responsable de son cheval doit être présente pendant le concours et son nom doit être signalé au Président du Jury de Terrain.

Article 9028

Par l'inscription de son cheval lors d'un concours sous l'égide de la LEWB, la Personne Responsable s'engage à :

- * respecter les règlements de la LEWB.
- * présenter le document d'identification du cheval ainsi que le feuillet de vaccination contre la grippe équine lors de toute requête du Vétérinaire Officiel et du Jury de Terrain.
- * Les vaccinations contre la rhino-pneumonie et le tétanos sont **vivement** conseillées.
- * présenter son cheval lors des contrôles vétérinaires et contrôles de produits interdits à la requête du Vétérinaire Officiel, du Comité Organisateur et du Jury de Terrain et selon les procédures décrites dans le RV.



- * tout mettre en œuvre pour que le Vétérinaire Officiel et le Vétérinaire Préleveur puissent exercer leurs missions dans les meilleures conditions.

- Article 9029 La Personne Responsable doit s'assurer pour chacun de ses chevaux que le document d'identification du cheval ainsi que le feuillet de vaccination contre la grippe équine sont valides, sont correctement remplis en accord avec le RV et accompagnent le cheval lors de tous ses déplacements.
- Article 9030 Pour tout traitement vétérinaire, de quelque nature que ce soit, d'un cheval participant à un concours, la Personne Responsable doit obtenir une autorisation écrite du Président du jury de Terrain, sur avis du Vétérinaire Officiel.
- Article 9031 Lorsqu'un traitement d'urgence est ou a été administré à un cheval participant à un concours, la Personne Responsable doit avertir le Président du Jury de Terrain. Ce dernier décidera, en accord avec le RG et le RV et après avoir consulté le Vétérinaire Officiel, si le cheval peut participer ou continuer à prendre part aux épreuves.
- Article 9032 Lorsque le Vétérinaire Officiel estime qu'un cheval en raison de blessures graves doit être euthanasié, la Personne Responsable ou son représentant doit donner son accord par écrit. Cependant, si aucun d'entre eux ne peut être contacté dans des délais raisonnables, le Vétérinaire Officiel peut imposer d'effectuer une euthanasie pour raisons humanitaires.
- Article 9033 La Personne Responsable peut se voir appliquer les sanctions appropriées tel que prévu par le RG pour toute infraction au RV.
- Article 9034 La Personne Responsable peut se voir appliquer les sanctions appropriées tel que prévu par le RG s'il est acquis qu'un cheval sous sa responsabilité a participé aux épreuves avec la présence d'une substance considérée comme Produit Interdit dans ses tissus, fluides corporels ou excréments.

CHAPITRE IV : CONTRÔLES – DOCUMENTS

Contrôle Vétérinaire

- Article 9035 La décision d'effectuer un Contrôle Vétérinaire lors d'un concours peut être prise par le Jury de Terrain.
- Article 9036 Ce Contrôle Vétérinaire peut être appliqué soit à tous les participants, soit à un certain nombre de participants choisis au hasard, soit à certains participants suspects de ne pas être en accord avec les réglementations en vigueur.
- Article 9037 Ce Contrôle Vétérinaire peut être effectué pendant toute la période de juridiction du Jury de Terrain.



Article 9038

Le but du Contrôle Vétérinaire est:

- * de vérifier l'identité du cheval par comparaison au signalement graphique et descriptif de son document d'identification.
- * de vérifier si les exigences en cours visant les vaccinations sont respectées.
- * de vérifier si toutes les rubriques du document d'identification sont bien remplies.
- * de vérifier, pour les concours de poneys, que le certificat officiel de mesurage est en règle.
- * de vérifier l'âge du cheval, si le concours ou des épreuves sont réservés à des chevaux d'un âge déterminé.
- * de procéder à un examen clinique afin de s'assurer que le cheval ne souffre d'aucune maladie infectieuse, contagieuse ou autre, ni d'aucune trace de cruauté.
- * de procéder à un examen de l'aptitude sportive du cheval selon un protocole décrit dans le RV de la FEI.

Article 9039

Indépendamment des contrôles vétérinaires imposés par le Jury de Terrain ou la LEWB, un examen clinique et un examen de l'aptitude sportive doivent impérativement être effectués après l'épreuve de fond du concours complet, après le marathon du concours d'attelage et lors des haltes vétérinaires des raids d'endurance. La décision de laisser ou non le cheval poursuivre l'épreuve est prise par le Président du Jury de Terrain, sur avis du Vétérinaire Officiel et sur base des critères fixés par le RV de la FEI.

Article 9040

Lorsqu'un cheval est suspecté d'être contagieux, la décision de l'exclure de l'enceinte du concours est prise par le Jury de Terrain, sur avis du Vétérinaire Officiel.

Article 9041

Lorsqu'un cheval est inapte à prendre part ou à poursuivre une épreuve ou un concours, la décision de l'éliminer de l'épreuve ou du concours est prise par le Jury de Terrain, sur avis du Vétérinaire Officiel.

Article 9042

Les juments gestantes de plus de quatre mois ou allaitantes ne sont pas admises à prendre part aux concours.

Document d'identification

Article 9043

Tout cheval participant à un concours doit être accompagné d'un document d'identification dûment complété.

Article 9044

Le document d'identification doit pouvoir être présenté par la Personne Responsable, sur simple demande, à toute personne habilitée à en faire le contrôle, à savoir le Vétérinaire Officiel, le Comité Organisateur, le Jury de Terrain ainsi que les autorités judiciaires et sanitaires.



Article 9045

Le document d'identification doit comporter au minimum:

- * le signalement du cheval, conformément à l'annexe 1 de l'A.R. du 10 décembre 1992, à savoir :
- * nom,
- * sexe,
- * robe,
- * race,
- * date de naissance,
- * signalement graphique et descriptif,
- * numéro d'enregistrement au stud-book (si le cheval est enregistré).
- * Les nom, adresse complète et signature du propriétaire.
- * Les nom, adresse, cachet et signature de la personne habilitée qui a rempli le document d'identification.
- * La liste des injections de vaccins antigrippaux avec, pour chaque injection, la date ainsi que le cachet et la signature du vétérinaire qui a vacciné le cheval.

Article 9046

Pour être considéré comme vacciné contre la grippe équine, tout cheval doit avoir fait l'objet :

- * d'une primo-vaccination constituée de deux injections de vaccin antigrippal séparées par un intervalle de temps de 21 jours au moins et de 92 jours au plus.
- * de rappels ultérieurs tels que l'intervalle entre deux injections n'excède pas 12 mois.

Aucune de ces injections ne doit avoir été administrée dans les sept jours précédant une épreuve.

Article 9047

Les normes de vaccination édictées ci-dessus constituent le minimum indispensable. Une plus grande fréquence des injections de rappel de même que la vaccination contre le tétanos et la rhino-pneumonie sont fortement conseillées pour des chevaux participant à des concours.

Article 9048

Les passeports agréés par la FEI de même que les certificats d'origine édités par les associations agréées par le Ministre de l'Agriculture (A.M. du 23 décembre 1992) peuvent tenir lieu de document d'identification à condition qu'ils comportent toutes les informations décrites ci-dessus.

Article 9049

Le document d'identification doit être rédigé dans l'une des langues nationales ou en anglais.

Article 9050

Pour les chevaux qui ne possèdent pas de passeports agréés par la FEI ni de certificats d'origine édités par les associations agréées par le Ministre de l'Agriculture, le document doit être rédigé conformément aux exigences de ce présent RV et de façon soigneuse, complète et précise par un vétérinaire expérimenté dans la réalisation d'un signalement graphique et descriptif.

Article 9051

Tout changement de nom du cheval ou de propriétaire doit être transcrit officiellement sur le document d'identification par la FRBSE.



Article 9052 Lorsque le document d'identification n'est pas conforme au présent RV, la Personne Responsable peut faire l'objet de sanctions prévues par le RG.

Contrôle des médicaments.

Article 9053 La finalité de tous les concours organisés sous l'égide de la LEWB est de mettre en concurrence les qualités de chevaux en bonne santé, dans des conditions équitables et sur la base exclusive de leur potentiel propre.

Article 9054 Le contrôle des médicaments a pour objectif :

- * d'effectuer tous les prélèvements nécessaires pour rechercher la présence d'un Produit Interdit dans les tissus, fluides corporels ou excréments du cheval.
- * d'effectuer tous les examens nécessaires pour mettre en évidence la présence d'une désensibilisation (temporaire ou permanente) ou d'une hyper sensibilisation (de quelque façon que ce soit) d'un membre ou d'une partie de celui-ci;
- * d'effectuer tous les examens nécessaires pour mettre en évidence toute autre procédure destinée à modifier la performance d'un cheval ou cacher un problème de santé sous-jacent et donc falsifier le résultat d'une épreuve.

Article 9055 L'expression Produit Interdit fait référence à un produit, y compris les métabolites d'un tel produit et leurs isomères, de provenance extérieure au cheval, qu'il soit ou non endogène, et visé par la liste des Produits Interdits publiée par la FEI.

Article 9056 Toute personne, autre que le Vétérinaire Officiel ou un vétérinaire autorisé par le Jury de terrain, trouvée en possession de seringues, d'aiguilles ou de tout Produit Interdit sera considérée comme ayant contrevenu au présent RV et susceptible d'être sanctionnée.
Ces seringues, aiguilles et produits divers peuvent, en outre, être confisqués par le Vétérinaire Officiel ou par le Jury de Terrain et faire l'objet d'une recherche de Produit Interdit.

Article 9057 Les Personnes responsables sont censées savoir que :

- * Les étiquettes des produits vétérinaires, préparations magistrales, préparations toniques, aliments industriels, etc. n'indiquent pas toujours la totalité des ingrédients constitutifs, avec comme conséquence qu'ils peuvent comporter des Produits Interdits empêchant leur emploi.
- * De nombreux produits passent la barrière cutanée du cheval et peuvent être détectés par les analyses de contrôle des médicaments.

Article 9058 Le recours à l'emploi, dans le cadre de bonnes pratiques traditionnelles, de procédés incluant notamment l'hydrothérapie, l'aérosolthérapie et la réhydratation orale doit être encouragée sous réserve qu'ils ne comportent pas de Produits Interdits.

Article 9059 Les Prélèvement pour recherche de Produits Interdits doivent être effectués par un Vétérinaire Préleveur désigné par la LEWB.



Article 9060

La LEWB fixe un budget annuel pour le contrôle des médicaments. Le nombre de contrôle des médicaments en fonction des différentes disciplines ainsi que l'identité des concours où ces contrôles doivent avoir lieu sont décidés en dernière minute par le Bureau de la LEWB. Ces décisions sont secrètes et communiquées de façon confidentielle au seul Vétérinaire chargé d'effectuer ce contrôle.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont à charge de la LEWB. Ils sont toutefois mis à charge de la Personne Responsable lorsque le contrôle de médication se révèle positif.

Les éventuels frais de contre-expertise sont à charge de la Personne Responsable.

Article 9061

Indépendamment de ce qui est décrit dans l'article précédent, le Comité Organisateur de tout concours sous l'égide de la LEWB est encouragé à organiser un contrôle des médicaments, à la condition de respecter les règles de procédure édictées dans le présent RV.

Article 9062

Le vétérinaire chargé du contrôle des médicaments est rémunéré selon un barème fixé par la LEWB.

Article 9063

Le choix des chevaux soumis au contrôle des médicaments est effectué à n'importe quel moment du concours par le Jury de Terrain, après consultation du Vétérinaire Officiel. Ce choix est basé soit sur un tirage au sort, soit sur des suspicions de présence de produits interdits. Tout cheval engagé dans un concours peut faire l'objet d'un contrôle de produits interdits. Les décisions du Jury de Terrains relatives au contrôle de médication ne sont susceptibles d'aucun recours.

Article 9064

Le moment du prélèvement est décidé par le vétérinaire chargé du contrôle des médicaments. Les prélèvements doivent être effectués aussitôt que possible, mais en tout cas, pendant la période de juridiction du jury de terrain.

Article 9065

La Personne Responsable d'un cheval sélectionné pour un contrôle des médicaments doit être prévenue du moment du prélèvement. Elle assume dès lors la surveillance de son cheval et doit tout mettre en œuvre pour que ce contrôle ait lieu dans les meilleures conditions. La Personne Responsable (ou son représentant) de même qu'un membre du jury de Terrain doivent pouvoir assister au prélèvement, si désiré. Si, après avoir été informée, la personne Responsable (ou son représentant) renonce à y assister, cela signifie qu'elle accepte la procédure en vigueur.

Article 9066

Le refus ou l'obstruction de quiconque de soumettre un cheval au contrôle de médicaments doit être signalé immédiatement au Jury de Terrain qui fera rapport au Secrétaire Général pour communication à la Commission Juridique. Indépendamment des autres sanctions qui pourront être prises, le refus ou l'obstruction vaut présomption irréfutable d'infraction au présent RV et notamment à la réglementation sur l'usage de produits interdits.

Article 9067

Avant l'opération du contrôle des médicaments, l'identité du cheval doit être vérifiée à l'aide de son document d'identification.

Article 9068

Le formulaire du contrôle des médicaments doit être signé par le vétérinaire chargé de ce contrôle et par la Personne Responsable.

En signant ce formulaire, le vétérinaire reconnaît que tout est mis en œuvre pour éviter toute pollution du prélèvement.

En signant ce formulaire, la Personne Responsable accepte par le fait même la validité du matériel et des procédures utilisées.

Le refus par la Personne Responsable de signer ce formulaire doit être signalé immédiatement au Jury de Terrain ainsi que par écrit à la LEWB. Il peut faire l'objet d'une des sanctions prévues par le RG.



Article 9069

Sous la responsabilité du Vétérinaire chargé du contrôle des médicaments, les prélèvements doivent être conservés dans un réfrigérateur sous surveillance et doivent être amenés, dans un laboratoire d'analyses agréé par la LEWB au plus tard dans les 72 heures qui suivent la fin du concours, soit par le Vétérinaire Préleveur soit par un transporteur agréé. Le choix du laboratoire agréé est effectué par la LEWB.

Article 9070

Les procédures de prélèvement, de stockage, d'envoi, d'analyse et de contre-expertise sont décrits dans le RV de la FEI.

Article 9071

Les résultats des analyses sont envoyés le plus rapidement possible à la LEWB, par télécopie et par courrier postal. Le laboratoire tient un registre mentionnant les échantillons reçus, les analyses effectuées et les résultats obtenus.

Le Secrétaire-Général est tenu de faire rapport de tous les résultats des prélèvements effectués à la Commission Juridique dans les cinq jours calendrier de leur réception. Ce rapport saisit la Commission Juridique conformément à l'article 241.4.